CHAPITRE 9 Les nations, les États-nations et l'internationalisme

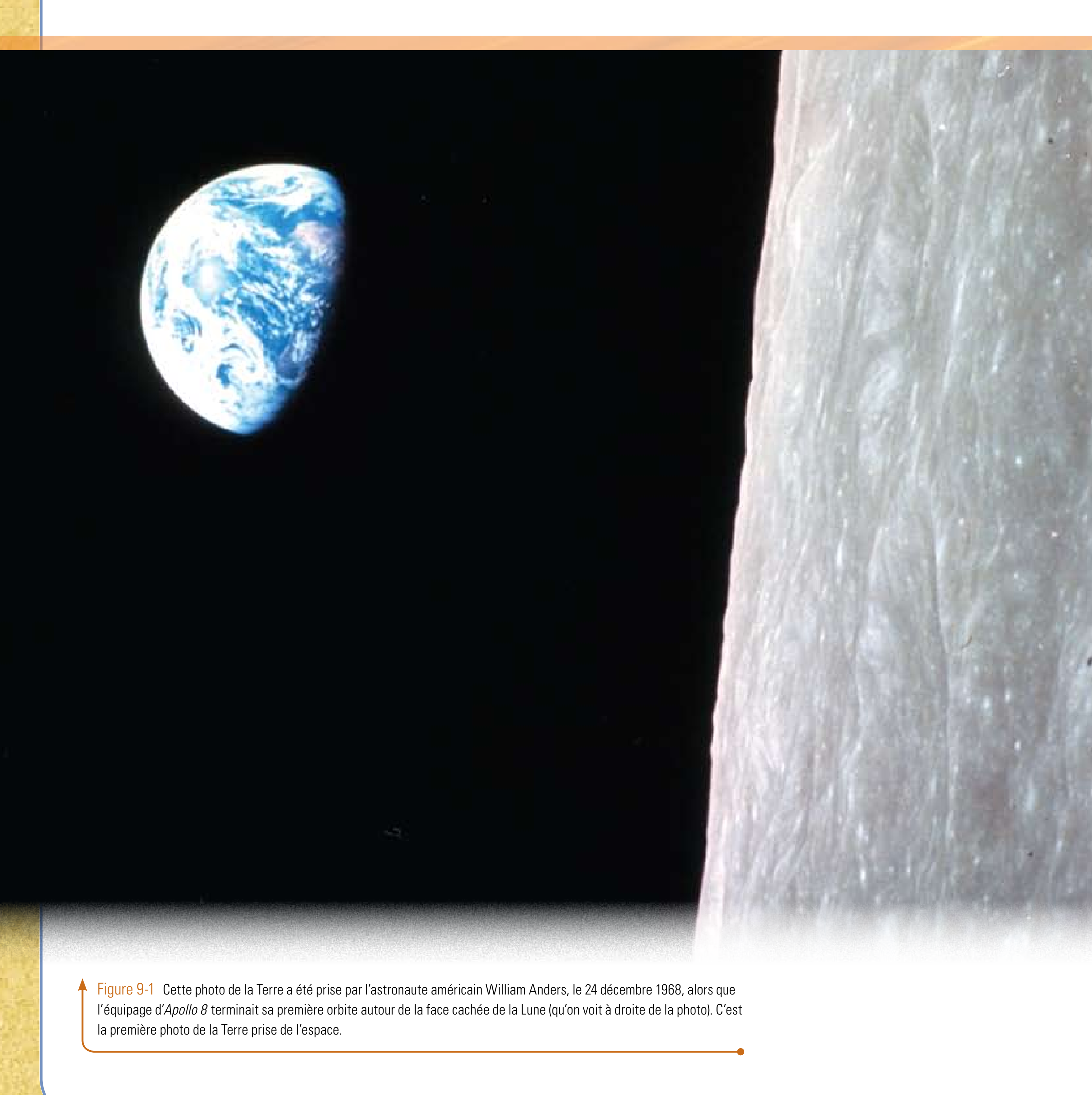


Figure 9-1 Cette photo de la Terre a été prise par l'astronaute américain William Anders, le 24 décembre 1968, alors que l'équipage d'*Apollo 8* terminait sa première orbite autour de la face cachée de la Lune (qu'on voit à droite de la photo). C'est la première photo de la Terre prise de l'espace.

QUESTION DU CHAPITRE

Dans quelle mesure la participation aux affaires internationales profite-t-elle aux nations et aux États ?

Quand elle a été publiée, la photo de la page précédente a fait sensation. Personne jusque-là n'avait vu une image de la Terre prise de l'espace. Pour beaucoup de gens, la planète apparaissait comme un joyau brillant, sans aucune trace de présence humaine. Un photographe de la nature américain, Galen Rowell, a qualifié cette représentation de « photo la plus influente jamais prise du point de vue environnemental ».

Archibald MacLeish, poète américain et récipiendaire du prix Pulitzer, a écrit : « Voir la Terre comme elle est vraiment — minuscule et bleue, magnifique dans le silence éternel où elle flotte —, c'est nous voir comme des passagers voyageant ensemble sur cette planète, comme des frères, à la surface de cette beauté lumineuse perdue dans le froid infini — des frères qui savent maintenant qu'ils sont véritablement du même sang. »

Examine la photo, puis réponds aux questions suivantes :

- Comment cette photo suggère-t-elle que la Terre est une grande communauté où tous les membres partagent le même avenir ?
- Comment suggère-t-elle que les êtres humains doivent relever des défis non seulement sur le plan individuel mais aussi en tant que nations, États-nations et communauté mondiale ?
- À ton avis, pourquoi Galen Rowell, a-t-il qualifié cette image de « photo la plus influente jamais prise du point de vue environnemental » ?
- Comment la phrase d'Archibald MacLeish exprime-t-elle l'essentiel de cette photo ? En quoi ses mots sont-ils un reflet de l'époque où il a vécu ?
- Si tu décidais de prendre une photo qui représente l'essence de la phrase d'Archibald MacLeish, que choisirais-tu de photographier ?

MOTS CLÉS

besoins

désirs

isolationnisme

unilatéralisme

bilatéralisme

multilatéralisme

supranationalisme

internationalisme

Aperçu

Dans ce chapitre, tu chercheras des réponses aux questions suivantes en examinant dans quelle mesure les relations internationales profitent aux nations et aux États.

- Quels sont quelques-uns des motifs communs aux nations et aux États ?
- Comment les motifs des nations et des États influencent-ils leur attitude à l'égard du monde ?
- Quelles sont quelques-unes des interprétations du concept d'internationalisme ?
- Comment l'internationalisme profite-t-il aux nations et aux États ?

Mon carnet sur le nationalisme

Examine de nouveau la photo de la page précédente. Réfléchis à des manières d'exprimer tes idées actuelles sur le nationalisme grâce à des photos. Note tes réflexions dans un cahier, un journal de bord, un portfolio ou un fichier électronique, et date-les, pour pouvoir y revenir tout au long de ce cours.

Quels sont quelques-uns des motifs communs aux nations et aux États ?

Figure 9-2 La pyramide des besoins humains selon Abraham Maslow

Pyramide
Accomplissement de soi croissance personnelle, épanouissement, etc.
Besoins d'estime réalisation, confiance, estime de soi, respect, etc.
Besoins sociaux amitié, affection, liens familiaux, relations, etc.
Besoins de sécurité protection, sécurité, ordre public, justice, etc.
Besoins physiologiques air, nourriture, eau, abri, chaleur, sexualité, santé, sommeil, etc.

Réfléchis à la grande diversité des activités humaines sur la planète et aux motifs qui nous poussent à les accomplir. Selon les psychologues, les gens sont motivés à la fois par leurs besoins et par leurs désirs.

Les **besoins** concernent des éléments de base — comme la nourriture, l'eau, un abri, la santé, la sexualité — nécessaires à la survie. Les **désirs** portent sur ce qu'une personne a envie de posséder, peu importe que ce soit ou non nécessaire à sa survie. Par exemple, les gens peuvent désirer avoir un téléphone cellulaire, un emploi valorisant ou un vêtement à la mode mais ils n'en ont pas *besoin* pour survivre.

Les besoins et les désirs constituent de puissants facteurs de motivation qui poussent les gens à aller à l'école, à acquérir des compétences ou à travailler.

Le psychologue Abraham Maslow croyait que les besoins pouvaient être classés suivant une pyramide ou une hiérarchie universelles. Selon lui, tous les êtres humains sont motivés à satisfaire les besoins physiologiques essentiels à leur survie — ceux qui se trouvent à la base de la pyramide de la figure 9-2. Lorsque ces besoins sont satisfaits, les humains commencent à se préoccuper de leur sécurité et de leur protection, ce qui correspond au palier suivant de la pyramide. Lorsque leur sécurité est assurée, ils tournent leur attention vers d'autres facteurs de motivation comme l'amour, l'estime de soi ainsi que la croissance et l'épanouissement personnels.

Réfléchis aux facteurs de motivation énumérés dans la figure 9-2. À ton avis, pourquoi Abraham Maslow a-t-il choisi d'établir une hiérarchie de ces besoins ? Dans quelle mesure tes besoins sont-ils satisfaits à chacun des paliers ? Comment cette situation pourrait-elle changer dans cinq ans ?

La théorie d'Abraham Maslow ne fait pas l'unanimité. Selon certains critiques, la nature humaine est trop complexe pour qu'on la décrive sous la forme d'une pyramide. Ils disent, par exemple, que certaines personnes naissent avec un puissant besoin d'aider les autres, qui quelquefois peut prendre plus d'importance que leurs propres besoins de sécurité et de protection.

Le savais-tu ?

En 1938, Abraham Maslow a passé un certain temps avec les Siksikas, près de Calgary. Son admiration pour les gens de ce peuple et l'observation de leur culture l'ont amené à remettre en question ses connaissances sur l'évolution de la nature humaine et ont influencé sa théorie des besoins humains.



Figure 9-3 Des enfants afghans entourent des soldats canadiens pendant qu'ils patrouillent à l'extérieur de leur base, près de Kandahar. Énumère des facteurs qui pourraient pousser une personne à se joindre aux forces armées. Classe chaque facteur selon qu'il s'agit d'un désir ou d'un besoin.

Les raisons d'agir des nations et des États-nations prospères

Le comportement des nations et des États-nations, comme celui des personnes, est motivé par une diversité complexe de besoins et de désirs. Les nations sont formées d'êtres humains, et les États-nations sont constitués et gouvernés par des êtres humains. Les États-nations prospères, en particulier lorsqu'ils ont un gouvernement démocratique, sont souvent motivés par le besoin de servir leurs citoyens en assurant la stabilité économique, la paix et la sécurité, l'autodétermination et des activités humanitaires.

Les besoins et les désirs qui motivent les États-nations sont interdépendants. Ils se recoupent, se combinent, se basent les uns sur les autres dans des relations complexes.

La stabilité économique

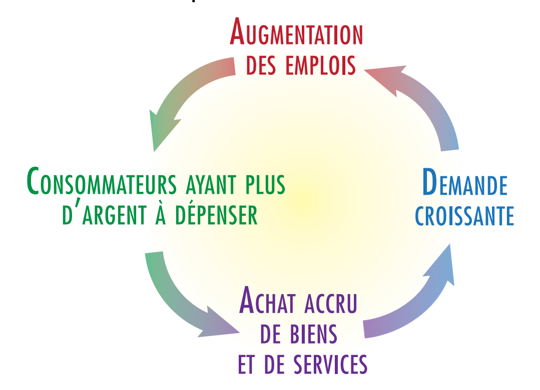
Les gens et les États-nations se posent le même genre de questions au sujet de leur avenir économique. Par exemple, les gens peuvent s'inquiéter du bien-être de leur famille. Cette préoccupation les motive à rechercher des emplois qui offrent une certaine stabilité économique. Pour obtenir ce genre d'emploi, ils doivent parfois apprendre un métier ou poursuivre leurs études afin d'acquérir des compétences pour faire carrière dans un domaine donné. Les nations peuvent entreprendre des démarches similaires afin d'assurer leur avenir économique.

La stabilité économique dépend de différents facteurs, y compris un taux d'emploi élevé. Cela favorise la stabilité économique parce que les personnes qui ont un emploi ont plus d'argent à dépenser. Lorsque les gens dépensent davantage en biens et en services, ils créent une demande — et cette demande exige un accroissement de la production de biens et de services. Pour répondre à cette demande, les employeurs doivent embaucher davantage de travailleurs. Il y a création d'emplois, donc un taux d'emploi élevé.

Un taux d'emploi élevé favorise la prospérité des particuliers mais aussi des gouvernements qui peuvent alors percevoir plus d'impôts. Ces impôts une fois recueillis servent à payer des services aux citoyens.

Examine la figure 9-4, qui illustre les effets avantageux d'un taux d'emploi élevé. Sers-t'en pour expliquer à un camarade comment une telle situation favorise la stabilité économique. Avec ton camarade, prépare un diagramme semblable illustrant la situation opposée, soit les effets négatifs d'un taux de chômage élevé sur la stabilité économique.

Figure 9-4 Les effets positifs d'un taux d'emploi élevé





La confiance dans l'économie et dans notre croissance économique à long terme requiert une coopération toujours plus grande pour établir une zone confortable de sécurité nationale optimale. Sans une économie « sécurisée », les entreprises devront lutter pour croître et pour réaliser des profits, et les revenus des gouvernements seront menacés.

— John Reid, président de l'Alliance canadienne des technologies avancées, 2006

Figure 9-5 En grande partie grâce aux revenus élevés du pétrole, le secteur de la construction est florissant en Alberta. Quels travailleurs pourraient se trouver de l'emploi sur ce chantier de Calgary ? Comment la prospérité de ce secteur peut-elle avoir des effets positifs et négatifs sur les travailleurs de la construction et la société ?



Est-il possible pour un gouvernement de satisfaire tous les besoins de ses citoyens en matière de paix et de sécurité ?



La paix et la sécurité

Selon le psychologue Abraham Maslow, la sécurité et la protection constituent les deuxièmes besoins en importance pour les humains. Il est difficile d'être heureux ou de mener une vie satisfaisante lorsqu'on est victime de violence ou de conflits. Les gens veulent pouvoir se déplacer dans les rues en toute sécurité. Ils veulent que leurs biens soient protégés et ils veulent vivre sans la crainte continuelle de subir des blessures physiques ou psychologiques.

Les habitants des pays où il n'y a pas cette sécurité sont parfois incapables d'aller à l'école ou de travailler de façon productive. De plus, les citoyens qui ne se sentent pas en sécurité risquent plus que d'autres de s'opposer à leur gouvernement. Chaque pays a besoin de travailleurs instruits qui ont une bonne formation professionnelle, parce qu'une main-d'œuvre compétente et expérimentée favorise la prospérité économique. Ce facteur motive les gouvernements à essayer de satisfaire les besoins de leurs citoyens en matière de sécurité et de protection.

Dans les pays comme le Canada, où la Charte des droits et libertés garantit la sécurité des personnes, on considère ce besoin comme un droit de la personne que le gouvernement doit protéger. Les gens ont également accès à un système juridique qui favorise le maintien de la paix et permet de régler les différends de façon juste et sécuritaire.

Comme chez les personnes, des préoccupations concernant la paix et la sécurité nationales motivent les États-nations. Les guerres font des blessés et des morts et causent de grandes souffrances. Elles détruisent les biens et privent les personnes comme les pays de stabilité économique. Partout dans le monde, les gens veulent échapper à la guerre et se sentir protégés contre des gouvernements impitoyables qui cherchent à faire des conquêtes.

Figure 9-6 Ces femmes comptent parmi les 60 000 personnes qui vivent dans le camp de réfugiés d'Otash, dans la région du Darfour, au Soudan. Environ 2,5 millions de personnes ont été chassées de leurs villages par les combats entre les forces gouvernementales et les rebelles. Quels peuvent être les effets à long terme de l'absence de paix et de sécurité due à la guerre civile au Soudan ?



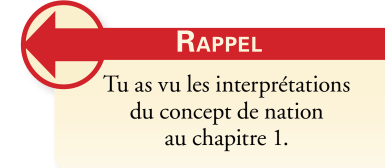
Individuellement et collectivement, les États ont pris des mesures pour promouvoir la paix et permettre à leurs citoyens de vivre en sécurité. Le Canada, par exemple, fait partie de différentes organisations qui ont pour but, entre autres, d'assurer la sécurité nationale de leurs membres. C'est le cas de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), une alliance de plus de 25 pays. Son objectif est de protéger la liberté et la sécurité de ses membres. Le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) est un partenariat entre le Canada et les États-Unis pour défendre l'espace aérien nord-américain. Les Nations Unies sont une autre organisation qui se consacre à améliorer la paix et la stabilité dans le monde.

Pourquoi des pays coopèrent-ils avec d'autres États-nations pour assurer la paix et la sécurité à l'échelle internationale ? Un pays ayant une force militaire importante — comme les États-Unis — est-il motivé à s'engager dans ce sens autant que des États-nations dotés de forces armées moins importantes ?

L'autodétermination

La plupart des gens reconnaissent l'importance de contrôler leur propre vie. Ils veulent pouvoir prendre leurs propres décisions concernant les amis qu'ils fréquentent, leurs relations avec les autres, leurs études, leur travail et leurs loisirs. Pour beaucoup de gens, le principal avantage de l'âge adulte est de pouvoir disposer de soi-même, de pouvoir prendre en main son propre destin.

Les nations et les États-nations veulent aussi contrôler leur destin. Beaucoup tentent d'y parvenir au moyen de l'autodétermination ou de la souveraineté complète. C'est ce qui s'est passé dans l'ancienne Union soviétique. Depuis le début du démembrement de cette immense union politique au début des années 1990, 15 États-nations souverains ont vu le jour.



Un peu partout dans le monde, des peuples autochtones luttent pour une plus grande autodétermination. À l'époque coloniale, beaucoup ont perdu le contrôle de leur destin aux mains de puissances impériales. Ces peuples souhaitent maintenant déterminer eux-mêmes leur avenir. Pour certains, cette détermination passe par la souveraineté ; pour d'autres, il s'agit d'une autodétermination à l'intérieur d'un État-nation plus vaste.

Comment les peuples autochtones vivant au Canada ou dans tout autre pays peuvent-ils former des nations à l'intérieur d'une nation ?



En 2005, la Première nation des Carcross/Tagish du Yukon a négocié un accord avec le Canada sur son droit à l'autonomie. Les aînés des Tagish et des Tlingits ont rédigé une déclaration en tagish, en tlingit et en anglais décrivant les raisons de l'importance de cet accord. En voici un extrait :

> Nous les Tagish et nous les Tlingits, nous avons un patrimoine dont les racines s'enfoncent dans la terre depuis les temps les plus anciens. Par conséquent, nous faisons partie de la terre et de l'eau. Nous savons que notre Créateur nous a confié la responsabilité de veiller sur la terre à perpétuité, de veiller sur l'eau et sur tout ce qui se trouve à la surface et sous le sol de notre territoire. Et nous lèguerons à perpétuité cette responsabilité à ceux qui viennent après nous. Nos aînés nous ont assigné la tâche de respecter tout ce qui est. Par conséquent, nous veillerons sur notre territoire comme ils nous ont demandé de le faire et comme ils l'ont fait avant nous. […]
>
> Nous serons les maîtres de notre territoire […] et de toutes les ressources de ce territoire comme convenu. Nous serons nos propres maîtres. Nous les Tagish et nous les Tlingits, nous protégerons notre territoire […] nous allons modifier notre relation avec le gouvernement. Nous travaillerons ensemble dans le respect mutuel et nous agirons honnêtement [les uns envers les autres].

Relis l'extrait de la déclaration des aînés de la nation des Carcross/Tagish. Quelles interprétations du concept de nation observes-tu dans ce texte ? Comment les aînés considèrent-ils leur relation avec les autres paliers de gouvernement au Canada ?



Figure 9-7 Des membres de la Première nation des Carcross/Tagish manifestent à Carcross, au Yukon, lors de la journée nationale de protestation, en 2007. En 2005, cette nation a négocié avec le gouvernement du Canada une entente qui garantit son autonomie. Pourquoi certains de ses membres considèrent-ils encore que leur participation à la journée nationale de protestation est importante ?

Le savais-tu ?

En décembre 2006, un tremblement de terre dans l'océan Indien a provoqué un énorme tsunami (un raz-de-marée) qui a balayé les côtes de l'Asie du Sud. Environ cinq millions de personnes en Indonésie, en Inde et au Sri Lanka ont été directement touchées. Les Canadiens ont réagi en donnant des millions de dollars pour secourir les victimes de cette catastrophe. D'autres ont choisi de se rendre sur les lieux pour soigner les malades et les blessés ou pour aider à reconstruire les villages, les écoles et les hôpitaux.

L'action humanitaire

Les membres d'une même famille, les voisins, les amis et les membres de différentes communautés ont souvent des motifs pour s'aider les uns les autres. Des voisins, par exemple, s'entraideront probablement si l'un d'entre eux tombe malade ou est blessé dans un accident. Beaucoup de gens, aussi, sont motivés à aider ceux qui sont dans une mauvaise situation, même s'ils ne les connaissent pas personnellement. Ainsi, les élèves des écoles secondaires organisent souvent des collectes d'aliments pour les banques alimentaires de leur ville de même que des campagnes en vue de recueillir des fonds pour des causes charitables ou humanitaires.

De nombreux États-nations posent également des gestes pour soulager ceux qui souffrent et pour protéger les innocents. Les catastrophes naturelles, les maladies, la guerre et d'autres conflits sont souvent sources de terribles souffrances. Dans ces cas, beaucoup de pays offrent une aide humanitaire, entre autres sous forme d'argent ou de matériel, ou encore en acceptant des réfugiés et en leur donnant asile. Chaque année, le gouvernement canadien parraine directement plus de 7 000 réfugiés. Des organismes privés parrainent eux aussi quelques milliers de réfugiés supplémentaires et assument la responsabilité de leur bien-être durant toute la première année de leur séjour au pays.

Examine de nouveau la pyramide des besoins des êtres humains établie par Abraham Maslow (figure 9-2). À ton avis, quelle catégorie englobe le besoin des gens de s'entraider ? Comment le fait d'offrir de l'aide humanitaire peut-elle profiter aux nations et aux pays ?

Le savais-tu ?

En 2006, les agences de réfugiés régies par l'ONU ont fourni de l'aide à environ 14 millions de personnes dans le monde. Ces réfugiés fuyaient la guerre, des catastrophes naturelles ou des persécutions.



Figure 9-8 Alan Hoti, un réfugié du Kosovo, est accueilli par son oncle à l'aéroport Thompson au Manitoba. Des membres de la communauté de l'église St. John's United Church ont recueilli tout ce qu'il fallait pour l'installation de trois familles kosovares au Canada. De quelle façon le fait de donner asile aux réfugiés requiert-il une action humanitaire à la fois d'individus et de l'État ?

Réfléchis et réagis

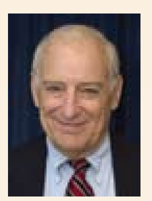
En quoi les besoins des pays riches pourraient-ils être différents de ceux des pays pauvres ?

Réfléchis sur ce que tu as lu jusqu'ici dans ce chapitre et classe les motifs des pays développés et en voie de développement par ordre décroissant d'importance. Note tes choix et explique les critères que tu as utilisés pour effectuer ce classement.

Réfléchis ensuite à quelques-uns des besoins et des raisons d'agir que les nations et les États ont en commun. En quoi ressemblent-ils aux besoins et aux motifs communs aux personnes ? Comment ces ressemblances indiquent-elles que les nations et les États sont des entités humaines ?

POINTS DE VUE

Les pays incapables de satisfaire les besoins de leurs citoyens sont parfois qualifiés d'« États déstructurés ». Comment un État en vient-il à ne plus pouvoir remplir ses fonctions ? Est-ce la faute de cet État ou plutôt de la communauté internationale ? Voici trois tentatives de réponses à ces questions.



Robert I. Rotberg est professeur de politique à Harvard et président de la World Peace Foundation. L'extrait suivant est tiré de *When States Fail: Causes and Consequences.*

L'échec d'un État est en grande partie dû aux humains et n'est pas accidentel. Il y a des facteurs culturels pertinents, mais ils ne suffisent pas à expliquer des faiblesses de leadership continuelles. La fragilité des institutions et des lacunes structurales peuvent aussi contribuer à un tel échec […], mais ces défauts découlent habituellement de décisions ou d'actions attribuables à des hommes (rarement à des femmes). En effet, ce sont des erreurs de leadership, commises pour assurer des gains personnels, qui ont détruit des États tout au cours de l'Histoire ; à notre époque, de telles erreurs continuent à éroder des pays politiquement fragiles qui, en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Océanie, fonctionnent déjà à la frontière de l'échec.



Erin Simpson est une ancienne fonctionnaire chargée de l'élaboration des politiques au Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). Dans cet extrait d'un article publié dans la revue *Peace Magazine,* elle examine le rôle des pays riches et des États déstructurés.

Les pays riches sont si préoccupés par l'idée de stabiliser les États fragiles et déstructurés du monde qu'ils sont incapables d'envisager la possibilité d'être eux-mêmes la cause principale de cette fragilité. Le concept d'« États déstructurés » ne tient pas compte de la responsabilité passée, présente et (à moins que les choses ne changent) future de la communauté internationale dans les conflits et la médiocrité de la gouvernance. Si nous acceptons le principe […] que notre monde est un système « interconnecté » et que les conflits prennent naissance à la fois à l'intérieur et à l'extérieur d'une société, nous cesserons de nous demander *si* et *comment* nous devons jouer un rôle dans les zones de conflits. La communauté internationale fait partie de l'origine des problèmes mais aussi de leur solution.



Jean-Pierre Lindiro Kabirigi est conseiller au Pole Institute (Institut interculturel dans la région des Grands Lacs), une organisation non gouvernementale établie au Rwanda. Les commentaires suivants sont extraits d'un discours intitulé « États déstructurés dans l'Afrique subsaharienne — les causes, les conséquences et les interventions possibles » qu'il a prononcé, en 2005.

En plusieurs occasions, de nombreux analystes ont pensé qu'il fallait chercher les solutions pour rétablir la paix dans la République démocratique du Congo à l'extérieur de ses frontières, en particulier en la protégeant de ses voisins encombrants. Même si le rôle joué par ces voisins explique en partie l'état désastreux du pays, il est essentiel de souligner qu'avant leur arrivée, la RDC était déjà un État déstructuré. Qui plus est, une telle analyse ne tient pas compte de l'importance du rôle des élites congolaises dans la détérioration de leur propre pays. Des Congolais ont eux-mêmes coopéré avec les envahisseurs dans les opérations qui ont rendu possible le pillage de la RDC par les étrangers. À mon avis, ce qui fait le plus cruellement défaut au Congo, ce n'est pas l'aide internationale mais plutôt le patriotisme des élites.

Explore

1. Donne un critère employé par chacune de ces personnes pour définir ce qu'est un « État déstructuré ».
2. À ton avis, lequel de ces points de vue est le plus convaincant ? Sur quels critères te fondes-tu pour en arriver à ce jugement ?
3. Explique comment les idées exprimées dans les extraits ci-dessus sont liées aux motivations suivantes des nations et des États : la paix et la sécurité, la stabilité économique, l'autodétermination et une approche humanitaire.

GÉORÉALITÉ

Le Botswana et le Zimbabwe
Une géographie semblable, des résultats différents

Le Botswana et le Zimbabwe sont des pays voisins, dans le sud de l'Afrique. Ils partagent une frontière et de nombreuses caractéristiques économiques et géographiques. Pourtant, malgré ces ressemblances, ils se sont développés très différemment. Le Botswana jouit d'une stabilité politique et d'une prospérité économique beaucoup plus grandes que le Zimbabwe.

En 2007, Fund for Peace, une organisation non gouvernementale qui veut prévenir les guerres et désamorcer les conflits potentiels, classait le Zimbabwe au 4e rang de sa liste annuelle des États déstructurés, tandis que le Botswana se retrouvait au 119e rang, sur un total de 177 pays recensés. Par comparaison, le Canada se situe au 168e rang et est considéré comme ayant relativement bien réussi.

Un passé colonial similaire

Le Botswana et le Zimbabwe étaient autrefois des colonies britanniques et une minorité de Blancs contrôlaient leur économie. Lorsque ces deux pays sont devenus indépendants, ils possédaient de nombreuses ressources naturelles et humaines et un grand potentiel d'avenir. Le Zimbabwe exportait principalement des produits agricoles, mais la plus grande partie de ses terres appartenaient à des membres de la minorité blanche. L'économie du Botswana reposait essentiellement sur l'exportation de bétail et de viande et était contrôlée par les populations locales.

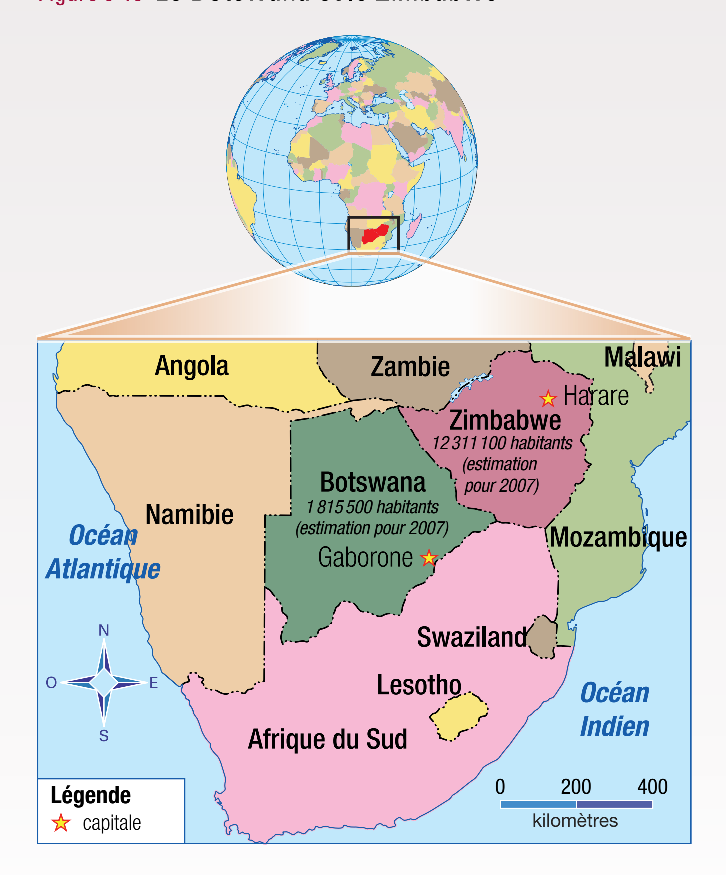
Le Botswana a accédé à l'indépendance de façon pacifique, en 1966, pour devenir une république parlementaire. Au cours des cinq années qui ont suivi, il est resté financièrement dépendant de la Grande-Bretagne. Toutefois, son économie a prospéré avec la découverte de mines de diamants, en 1967, et ce pays est maintenant un des principaux exportateurs de diamants pour joaillerie du monde. Cette source de revenus a considérablement amélioré la capacité du gouvernement d'offrir des services à ses citoyens.

Par contre, au Zimbabwe, la minorité blanche a refusé de céder son contrôle sur le pays. Cette situation a mené à une longue et violente guerre civile qui a divisé le pays en groupes raciaux. Par conséquent, le Zimbabwe n'a accédé à l'indépendance qu'en 1980.

Figure 9-9 Le Botswana et le Zimbabwe — Tableau comparatif

Catégorie	Botswana	Zimbabwe
PIB par personne (2006)	10 900 $ US	2 100 $ US
Taux d'inflation	11,5 % (2006)	1033,5 % (2006) 24 000 % (2007)
Espérance de vie à la naissance	50, 58 ans	39,5 ans
Incidence du VIH/sida	37,3 %	24,6 %
Nombre d'habitants par médecin	3 477	17 439
Nombre d'habitants par lit d'hôpital	635	1 959
Dépenses en éducation en pourcentage du PIB	9,3 %	11,1 %
Nombre d'élèves par enseignant – école primaire	27	39
Nombre d'années d'études obligatoires	10	7
Nombre d'utilisateurs d'Internet	60 000	1 220 000
Nombre de lignes téléphoniques terrestres	136 900	331 700
Nombre de téléphones cellulaires	979 800	832 500
Nombre de téléviseurs par 1 000 habitants	27	36
Nombre de véhicules motorisés par 1 000 habitants	92	50

Figure 9-10 Le Botswana et le Zimbabwe



Des qualités de vie différentes

Robert Mugabe, qui gouverne le Zimbabwe depuis son accession à l'indépendance, a d'abord été considéré comme un chef de file de la démocratie en Afrique, mais cette situation n'a pas duré. Même si le Zimbabwe est officiellement une démocratie parlementaire, son président a peu à peu instauré un État à parti unique en empêchant toute opposition par la violence et en ne respectant pas les droits des citoyens.

En 2000, Mugabe a saisi les fermes des propriétaires blancs et les a distribuées à des membres de son gouvernement et à ses partisans. Peu après, la production agricole a chuté et les exportations ont diminué de façon spectaculaire. Les investissements étrangers et locaux ont cessé et l'économie du pays a ralenti de façon inquiétante.

De plus en plus de Zimbabwéens ont ressenti les effets de ce ralentissement économique. Le nombre de personnes habitant des abris de fortune dans les quartiers pauvres et les bidonvilles a augmenté. Le taux de criminalité y ayant grimpé, en 2005, le gouvernement Mugabe a ordonné l'application de mesures énergiques contre ces endroits. La police et les forces de l'ordre ont chassé les habitants de leurs logements et ont brûlé des quartiers entiers, maltraitant quiconque leur résistait. En 2006, on estime qu'environ 570 000 personnes avaient perdu leur logement et leur gagne-pain et avaient été déplacées à l'intérieur du pays.

À la fin de 2007, le taux de chômage au Zimbabwe s'élevait à 80 %. L'inflation avait monté en flèche pour atteindre un taux annuel d'environ 24 000 % — certains économistes croient même qu'il était encore plus élevé. La situation était si grave qu'en juillet 2007 le président Mugabe a ordonné aux entreprises de réduire leurs prix si elles ne voulaient pas être saisies par le gouvernement. Les commerces ont été ouverts de force et, comme trop de gens se pressaient pour acheter les quelques marchandises disponibles, des émeutes ont éclaté. Des produits de base comme l'essence et le pain se sont vendus très rapidement sans qu'on puisse les remplacer.



Figure 9-11 En novembre 2007, Godfrey Chirenje (à droite) de Harare a fait la queue durant trois heures pour acheter le pain qu'il tient à la main. En janvier 2008, le coût d'un seul pain atteignait la somme astronomique d'un million de dollars zimbabwéens.

De son côté, le Botswana a connu quatre décennies de stabilité politique et son économie est une des plus dynamiques en Afrique. L'incidence du VIH/sida dans ce pays est une des plus élevées au monde. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre un des programmes les plus progressistes de toute l'Afrique pour lutter contre cette maladie.

Lorsque la situation s'est aggravée dans leur pays, des milliers de Zimbabwéens sont entrés au Botswana à la recherche d'emplois. Toutefois, ils n'étaient pas les bienvenus. Le taux de chômage au Botswana dépassait déjà 20 % et le gouvernement ne voulait pas que les emplois de ses citoyens passent aux mains d'étrangers.

En 2003, le Botswana a commencé à installer une clôture électrique le long des 500 km de sa frontière avec le Zimbabwe. Officiellement, on parlait d'enrayer la propagation de la fièvre aphteuse qui décimait le bétail. Il est vrai que la même année 13 000 bêtes sont mortes à cause de cette maladie qui, selon le gouvernement botswanais, avait pénétré dans le pays par le Zimbabwe. Toutefois, les Zimbabwéens affirment que cette raison n'était qu'un prétexte. Selon eux, la clôture d'une hauteur de 4 m est clairement conçue pour empêcher les personnes de passer, et cette barrière constitue une source de tension entre les deux pays.

Explore

1. Pour satisfaire les besoins de leurs citoyens, les États-nations doivent leur assurer la paix et la sécurité, la stabilité économique, l'autodétermination et des activités humanitaires. Comment l'histoire du Botswana et celle du Zimbabwe illustrent-elles l'importance de satisfaire de tels besoins ?
2. Examine la figure 9-9 et explique de quelles façons ces statistiques soulignent les différences entre la qualité de vie des Botswanais et celle des Zimbabwéens. À ton avis, quels pourraient être les effets de ces chiffres sur le nationalisme des citoyens de chacun de ces pays ?
3. Quels effets le voisinage d'un État déstructuré peut-il avoir sur la vie des citoyens d'un pays comme le Botswana ? L'installation d'une clôture électrique constitue-t-elle une façon appropriée de protéger la souveraineté du pays et de satisfaire les besoins de ses citoyens ? Explique ta réponse.

Prendre des décisions et résoudre des problèmes

EXERCE TES COMPÉTENCES

Selon des spécialistes qui ont étudié la prise de décisions et la résolution de problèmes, des décisions prises en suivant une méthode rigoureuse ont tendance à donner de meilleurs résultats. Le remue-méninges est l'une des stratégies susceptibles d'améliorer ces deux processus. Il s'agit d'une technique qui permet de trouver des idées de rechange.

Ce que tu viens de lire sur le Botswana et le Zimbabwe montre que les États-nations ne parviennent pas toujours à la prospérité. Lorsqu'un pays ne réussit pas à satisfaire les besoins de ses citoyens, il risque l'échec. Un État déstructuré sera parfois incapable, par exemple, de fournir des services publics, comme des soins de santé de base tels que la vaccination et d'autres mesures préventives. En l'absence de soins de santé adéquats, ses habitants risquent de mourir prématurément.

D'après l'index des États déstructurés de 2007 (Failed States Index), le Zimbabwe est un pays en état de crise sur les plans social, économique et politique. Dans ce répertoire, on évalue chaque pays en se basant sur 12 indicateurs répartis dans trois catégories (figure 9-12). On calcule ensuite le total des points. Le résultat constitue une estimation du risque d'échec du pays.

Suppose qu'une délégation du Zimbabwe demande à ton équipe de l'aider à élaborer un plan cherchant à améliorer la qualité de vie dans le pays. Avec tes camarades, vous devez déterminer la façon la plus efficace d'y parvenir.

Étapes de la prise de décisions et de la résolution de problèmes

Étape 1 : Fixer un objectif

En petit groupe, réfléchissez aux facteurs qui expliquent le risque d'échec du Zimbabwe et demandez-vous ce qui pourrait le mieux aider les citoyens de ce pays. Pour ce faire, consultez les renseignements des figures 9-9 (p. 216) et 9-12 (ci-contre). Le fait de viser un objectif précis facilitera l'élaboration d'une stratégie susceptible de donner des résultats satisfaisants.

Par exemple, souhaitez-vous aider les personnes déplacées à l'intérieur du pays à se trouver des logements ? Souhaitez-vous plutôt améliorer les services de santé ou l'éducation ? Lorsque vous avez défini un objectif, vous pouvez concentrer vos efforts sur l'élaboration d'une stratégie pour permettre aux Zimbabwéens de l'atteindre.

Étape 2 : Considérer les problèmes complexes liés à la question

Il est difficile d'intervenir dans les affaires d'un pays étranger. Il faut tenir compte de facteurs complexes comme la souveraineté. Réfléchissez à ce que vous ressentiriez si on vous disait quoi faire. Beaucoup de Canadiens, par exemple, acceptent mal que les Américains leur suggèrent des façons d'améliorer quoi que ce soit au Canada.

À cause de leur expérience de la colonisation, les citoyens de plusieurs pays d'Afrique considèrent l'aide offerte par d'anciennes puissances coloniales et des pays occidentaux riches comme de l'ingérence (intervention) dans leurs affaires. Gardez en tête cette question de la souveraineté lorsque vous proposez et que vous évaluez des idées.

Figure 9-12 Les indicateurs pour calculer le degré de risque d'échec d'un État

Indicateurs sociaux	
1.	des pressions démographiques croissantes
2.	un mouvement massif de réfugiés ou de déplacés internes qui provoque des crises humanitaires complexes
3.	des groupes assoiffés de vengeance ou une paranoïa collective
4.	une migration chronique ou continue vers l'extérieur
Indicateurs économiques	
5.	un développement économique inégal selon des divisions sociales très marquées
6.	un déclin abrupt ou important (ou les deux) de l'économie
Indicateurs politiques	
7.	une criminalisation ou une « délégitimation » (perte du statut légitime) de l'État (ou les deux)
8.	une dégradation progressive des services publics
9.	une interruption ou une application arbitraire de l'État de droit et une violation généralisée des droits de la personne
10.	la transformation de l'appareil de sécurité, fonctionnant comme un État dans l'État
11.	le soulèvement d'élites rebelles
12.	l'intervention d'autres États ou d'acteurs politiques de l'extérieur

Étape 3 : Faire un remue-méninges

Nommez une personne du groupe pour animer la discussion et une autre pour noter les idées suggérées. Faites un remue-méninges et recueillez le plus grand nombre possible d'idées sur les façons d'atteindre votre objectif.

Assurez-vous que tous les membres du groupe ont l'occasion de contribuer à la discussion. Écoutez vos camarades attentivement. La suggestion de l'un d'entre eux pourrait vous inspirer une idée originale. À cette étape, ne vous préoccupez pas de savoir si vos idées sont bonnes ou mauvaises, réalisables ou irréalisables. Personne ne sait où une idée pourrait vous mener !

Étape 4 : Évaluer les solutions proposées

Une fois le remue-méninges terminé, revenez à votre objectif initial et établissez des critères pour déterminer l'idée qui permettra d'atteindre le plus efficacement cet objectif. Vous pourriez inclure quelques-uns des indicateurs servant à calculer le degré de risque d'échec d'un État (figure 9-12) parmi vos critères. Vous pourriez aussi choisir vos propres critères.

Voici quelques critères généraux :

- Cette idée est-elle adéquate ? (Est-elle réalisable ?)
- Cette idée est-elle appropriée ? (Est-elle légale et respectueuse des citoyens ?)
- Quelles sont quelques-unes des conséquences (favorables et défavorables) possibles ? Cette solution aura-t-elle des effets à court ou à long terme ? Combien de personnes pourra-t-elle aider ?

Un tableau comme celui qui figure ci-dessous peut vous aider à évaluer chaque idée.

Étape 5 : Prendre une décision

En groupe, revoyez votre évaluation des différentes solutions et déterminez laquelle vous permettra d'atteindre le plus efficacement votre objectif. Pendant la discussion, vous pourriez décider de combiner deux ou plusieurs idées.

Choisissez un porte-parole qui présentera votre idée à la classe et qui expliquera les critères retenus par votre groupe pour prendre une décision. Préparez-vous à répondre aux questions de vos camarades de classe concernant la solution choisie.

Évaluation des solutions du remue-méninges

Idée	Points forts	Faiblesses

En résumé

Tout au long de ce cours, tu auras de nombreuses occasions de mettre en pratique tes habiletés de prise de décisions et de résolution de problèmes. En suivant des étapes similaires à celles que tu viens de voir, tu te faciliteras la tâche.

Comment les motifs des nations et des États influencent-ils leur attitude à l'égard du monde ?

Les réactions des nations et des États aux évènements de portée internationale sont souvent motivées par des facteurs complexes liés aux besoins de leurs citoyens. Par exemple, un pays où les citoyens veulent la paix et la sécurité choisira parfois d'interrompre ses relations avec d'autres États-nations pour se concentrer sur ses propres affaires. Cette réaction, qui peut donner aux gens l'impression d'être protégés contre toute menace de guerre, était courante à l'époque de la grande crise économique des années 1930. Elle a fourni l'occasion à des dirigeants comme Adolf Hitler d'agrandir leur territoire et d'écraser toute résistance sans craindre l'intervention de la communauté internationale.



Rappel

Tu as vu la montée des mouvements ultranationalistes aux chapitres 5, 6 et 7.

Pour adopter une certaine attitude envers le reste du monde, les pays peuvent choisir parmi de nombreuses possibilités qui comprennent l'isolationnisme, l'unilatéralisme, le bilatéralisme, le multilatéralisme et le supranationalisme. Comme toutes les réactions à des problèmes complexes, chacune de ces possibilités peut avoir à la fois des effets positifs et des effets négatifs.

À mesure que la mondialisation progresse, les pays auront-ils plus ou moins tendance à choisir l'isolationnisme ?



L'isolationnisme

Un pays qui adopte une attitude d'**isolationnisme** complet choisit de ne plus participer aux affaires sociales, économiques, politiques et militaires internationales. Par exemple, le Japon a pratiqué une politique isolationniste durant plus de deux siècles. Cet isolement, qui a pris fin en 1854, était si complet qu'aucun étranger ne pouvait entrer sur son territoire et que le commerce avec les autres pays était désapprouvé.

Comment une politique d'isolationnisme total peut-elle profiter à un pays ou à une nation ? Comment peut-elle lui nuire ?

Les cas d'isolationnisme presque complet tel qu'appliqué par le Japon sont rares. En général, les pays adoptent une politique isolationniste dans un certain domaine, à l'exclusion des autres. Par exemple, la Suisse refuse de prendre parti dans les conflits internationaux et elle n'est membre d'aucune alliance militaire. Toutefois, elle maintient des liens diplomatiques avec les autres États et fait partie des Nations Unies. Elle a également signé des ententes internationales en matière d'environnement et d'économie.

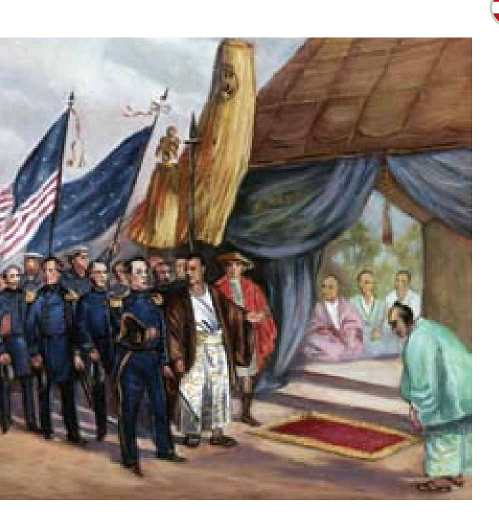


Figure 9-13 En 1853, une flotte américaine commandée par le commodore Matthew Perry a accosté à Yokohama, au Japon. L'objectif était de convaincre le Japon de commercer avec les États-Unis. En 1854, les deux pays ont négocié un accord commercial qui a mis fin à l'isolement du Japon du reste du monde.

L'unilatéralisme

Les pays sont parfois motivés à réagir à certains évènements de leur propre initiative, c'est-à-dire de façon unilatérale. Le danger de l'**unilatéralisme** est apparu clairement lors de la course aux armes nucléaires qui a opposé les États-Unis et leurs alliés à l'Union soviétique et ses alliés. Dans cette course aux armements, après la Seconde Guerre mondiale et pendant la guerre froide, les gens ont craint qu'une guerre nucléaire détruise la vie sur Terre. Les pays ont donc discuté d'une diminution de l'armement et même d'un désarmement complet — c'est-à-dire la destruction de toutes les armes nucléaires par tous les pays.

Malheureusement, ces discussions n'ont pas été un succès. Certains ont alors soutenu qu'un désarmement unilatéral (sans accord international) constituerait la meilleure façon de protéger la planète.



L'isolationnisme est-il une réaction valable aux problèmes mondiaux ?

Trois élèves répondent à cette question : Samuel, qui est né aux États-Unis et a déménagé à Fort McMurray quand il avait 10 ans ; Patrick, qui habite Edmonton et a des ancêtres ukrainiens, écossais et allemands ; Lea, qui vit à St. Albert et dont l'arrière-arrière-arrière-grand-père a immigré de la Chine pour travailler à la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique.



Samuel

Il est aussi impossible pour un pays d'être isolationniste que pour une famille qui vit en pleine ville de s'isoler des autres. Dans n'importe quelle communauté, tout est interrelié. On ne pourrait pas échapper à ces liens même si on le voulait. Nos vêtements, notre nourriture, nos outils, tout nous relie à d'autres personnes. Et puis, il y a des services comme l'électricité, l'eau, le téléphone, la télévision par câble, la collecte des déchets — tout ça nous est fourni par des gens. Même si vous ne parlez à personne et que vous croyez être complètement isolés, vous restez reliés aux autres par un énorme réseau. On ne devrait pas se demander si l'isolationnisme est une réaction valable mais plutôt si c'est possible. Et selon moi, c'est impossible pour les pays autant que pour les gens.

Patrick

Mes voisins peuvent vivre comme ils l'entendent et moi aussi. Tant que nous restons de notre côté de la clôture, ce que nous faisons ne concerne personne. L'isolationnisme des pays, c'est comme se mêler de ses propres affaires. Si un pays ne veut pas avoir de rapports avec d'autres pays, c'est son droit. En fait, le monde se porterait peut-être mieux si plus de pays étaient isolationnistes et ne mettaient pas leur nez dans les affaires des autres. Nous n'aimons pas que d'autres nous disent quoi faire en matière de traitement de nos minorités, de chasse aux phoques ou d'impôts, alors pourquoi aurions-nous le droit de dire aux autres comment mener leurs propres affaires ? Nous devrions tous nous contenter de mener notre propre vie.



Lea

Je viens de lire quelque chose qui, à mon avis, exprime pourquoi les gens ne peuvent pas vivre isolés les uns des autres. Il s'agit d'un texte de John Donne, un Anglais qui vivait au XVIIe siècle. La langue est ancienne et l'auteur emploie le mot « homme » au sens de tous les gens, mais c'était la façon de s'exprimer, il y a 400 ans. Le « glas » auquel John Donne fait allusion est la cloche d'église que l'on faisait sonner lorsque quelqu'un mourait. Voici ce qu'il dit : « Aucun homme n'est une île en lui-même ; chaque homme est un morceau de continent, une partie de la terre ferme. Lorsqu'une motte de terre est emportée par l'océan, l'Europe est amoindrie comme elle le serait s'il s'agissait d'un promontoire ou du manoir de tes amis ou de ton propre manoir. La mort de n'importe quel homme m'enlève quelque chose parce que je fais partie de l'humanité. Par conséquent, ne demande jamais à savoir pour qui sonne le glas, car il sonne pour toi. »



Comment répondrais-tu à la question qui est posée à Samuel, à Patrick et à Lea ? Explique les raisons qui justifient ta réponse.



Figure 9-14 La centrale électrique de Nanticoke sur le lac Érié, en Ontario, est la plus grande usine de production d'électricité alimentée au charbon en Amérique du Nord — et la plus importante source de pollution de l'air au Canada. En 2005, cette centrale a libéré plus de 17 millions de tonnes de gaz à effet de serre, qui contribuent aux changements climatiques sur la planète. Pourquoi la coopération bilatérale est-elle importante quand il est question de problèmes environnementaux ?

Le bilatéralisme

Lorsque deux pays doivent régler le même problème ou satisfaire le même besoin, ils peuvent avoir recours à une action bilatérale. Le **bilatéralisme** consiste en des ententes entre deux pays. Par exemple, en 1991, le Canada a négocié une entente bilatérale avec les États-Unis en vue de résoudre le problème des pluies acides. Ces précipitations ont un degré d'acidité plus élevé que la normale à cause de la présence de substances polluantes comme le dioxyde de soufre dans l'air. Ces substances polluantes sont libérées dans l'atmosphère par les véhicules motorisés et des usines telles que les centrales électriques alimentées au charbon.

Les précipitations acides ont un effet nuisible sur l'environnement et sur l'économie parce qu'elles détruisent la vie dans les lacs et les rivières, détériorent les immeubles et endommagent les récoltes. Elles traversent les frontières, portées par les courants aériens : la pollution produite aux États-Unis tombe sous forme de pluies acides au Canada, et vice versa.

D'après l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air, les deux pays doivent travailler à réduire leurs émissions polluantes qui causent les précipitations acides et coopérer à des recherches scientifiques sur le sujet.

Le multilatéralisme

Les pays peuvent aussi adopter une approche multilatérale pour résoudre des problèmes. Dans le **multilatéralisme,** plusieurs pays travaillent ensemble sur un problème donné. Des puissances moyennes — comme le Canada, l'Australie et le Chili, qui ne sont pas des grandes puissances mais qui exercent tout de même une certaine influence dans les affaires mondiales — choisissent traditionnellement des solutions multilatérales. Leur influence augmente lorsqu'elles forment des alliances. D'importantes organisations internationales comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce ont un caractère multilatéral.

Comment des actions multilatérales peuvent-elles augmenter l'influence des puissances moyennes ?



Figure 9-15 La plupart des pays membres de l'Union européenne ont abandonné leurs monnaies respectives pour adopter l'euro, une monnaie commune. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne et le Danemark ont décidé de ne pas suivre ce mouvement. Voterais-tu pour l'abandon du dollar canadien en faveur d'une monnaie commune à toute l'Amérique du Nord si la nouvelle devise semblait pouvoir assurer une plus grande stabilité économique ?

Le supranationalisme

Le **supranationalisme** est une doctrine selon laquelle il faut respecter les décisions d'organisations internationales formées d'administrateurs indépendants nommés ou de représentants élus par les pays qui en sont membres. De nombreux universitaires considèrent l'Union européenne comme une organisation supranationale parce que les États qui en deviennent membres doivent lui céder une partie du contrôle de leurs affaires et adhérer à ses politiques.

Dans l'Union européenne, les décisions sont prises par la majorité des pays et sont rarement unanimes. Néanmoins, tous les membres doivent se soumettre à la décision de la majorité, de sorte que certains pays sont parfois obligés d'appliquer des politiques et d'entreprendre des actions avec lesquelles ils sont en désaccord.

Réfléchis et réagis

Le désarmement unilatéral est-il une bonne idée ? Dresse une liste des arguments pour et contre le désarmement unilatéral et le démantèlement des forces armées au Canada. Tu pourrais considérer l'effet d'une telle décision sur la souveraineté du pays et sur sa politique étrangère. Pense également à ce qui pourrait être fait avec l'argent ainsi économisé.

Quelles sont quelques-unes des interprétations du concept d'internationalisme ?

La photo de la Terre qui figure au début de ce chapitre suggère que les êtres humains habitent tous la même « maison » et qu'ils appartiennent à une seule communauté. Dans cette vision du monde, toutes les personnes sont des membres égaux de la communauté mondiale et leurs intérêts communs ont plus d'importance que leurs différences.

C'est ce point de vue qu'expriment J. Michael Adams et Angelo Carfagna, dans *Coming of Age in a Globalized World,* lorsqu'ils écrivent : « Le pouvoir de l'État-nation par rapport aux forces internationales, en particulier en ce qui concerne les questions économiques, a diminué. Pour réussir, les gens doivent penser en fonction de la planète et faire affaire avec des institutions et des personnes dans le monde entier. »

Pour beaucoup de gens, penser en fonction de la planète signifie être en faveur de l'**internationalisme.** Selon les partisans de cette doctrine, tous les membres de la communauté mondiale acceptent la responsabilité collective des défis que le monde doit relever, et reconnaissent que la recherche de solutions doit se faire dans le respect des intérêts des nations et des États-nations.

Lis l'affirmation de Socrate dans l'encadré *Témoignages.* Comment permet-elle de définir Socrate comme un internationaliste ?



Je ne suis ni Athénien ni Grec mais citoyen du monde.

— *Socrate, philosophe grec du vᵉ siècle avant notre ère*

Le savais-tu ?

Brock Chisholm, un médecin canadien, a été le premier directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé. Vétéran de la Première Guerre mondiale, le Dr Chisholm a été général du corps médical de l'armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale et, en 1944, il a été nommé ministre délégué de la Santé au Canada. Une de ses principales préoccupations était l'établissement de la paix. Il croyait à l'importance d'enseigner aux enfants à tenir compte des droits des autres et à les respecter ainsi qu'à devenir des citoyens du monde.

L'Organisation mondiale de la Santé

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est une agence des Nations Unies établie en 1948. Il s'agit d'un exemple d'organisation à vocation internationaliste. La santé humaine est une préoccupation qui ne connaît pas de frontières. Les maladies contagieuses peuvent se propager rapidement dans le monde et menacer n'importe qui.

L'équipe de l'OMS coordonne la collecte de renseignements concernant des maladies comme la grippe, la malaria, la variole, la tuberculose et le sida. Elle recueille aussi des statistiques sur la nutrition, la planification des naissances, l'hygiène et la santé des mères et des enfants.

Une des plus grandes victoires de l'OMS a été l'éradication (l'élimination complète) de la variole, une maladie qui a tué des dizaines de millions de personnes au cours de l'histoire de l'humanité. Une campagne de vaccination internationale a commencé en 1966. À la fin des années 1970, les administrateurs de l'OMS ont déclaré que le dernier cas de variole avait été enregistré et que la maladie avait été éradiquée. Cette action à caractère internationaliste a permis aux gens du monde entier de vivre dans une sécurité et une stabilité accrues.



Figure 9-16 Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) est apparu en Chine, en 2002, et s'est propagé dans différents pays, y compris le Canada (il a fait 44 morts à Toronto). L'OMS a surveillé cette épidémie et a coordonné les mesures pour arrêter la propagation de la maladie à l'échelle mondiale. Pourquoi une approche internationaliste est-elle importante dans le cas des problèmes de santé ?



Figure 9-17 L'athlète paralympique Chantal Petitclerc (en haut), de Montréal, fait partie des nombreux sportifs canadiens qui sont ambassadeurs de l'organisme Right to Play. Ils viennent en aide à des enfants, comme ces jeunes (en bas) qui jouent sur un char de combat démoli à Kuito, en Angola. De 1975 à 2002, l'Angola a été déchiré par une terrible guerre civile au cours de laquelle près de 20 millions de mines antipersonnel pourraient avoir été enfouies.

Le droit de jouer

Les personnes peuvent, elles aussi, poser des gestes à caractère internationaliste grâce à des organisations non gouvernementales (ONG). En fait, la création d'une ONG survient souvent lorsque des personnes ou des groupes constatent un besoin qui n'est pas satisfait par les gouvernements.

Au Canada, le jeu fait partie de la vie des enfants. Toutefois, ceux qui habitent dans des zones ravagées par la guerre n'ont souvent aucun endroit pour jouer. Comme les combattants peuvent avoir posé des mines antipersonnel, les enfants qui s'amusent en plein air risquent de déclencher une explosion susceptible de les tuer ou de les blesser. Du matériel militaire abandonné, de vieilles munitions ou des obus qui n'ont pas éclaté en tombant suffisent parfois à rendre impossible pour eux une simple partie de ballon.

Au début des années 1990, cette situation a attiré l'attention d'un groupe d'athlètes et d'organisateurs des Jeux olympiques, avec à sa tête Johann Olav Koss. Ce patineur de vitesse norvégien a gagné quatre médailles d'or olympiques. Il est aussi connu pour avoir fait don d'une bonne partie de ses revenus à des organismes humanitaires qui essaient d'améliorer la vie des enfants dans les pays en voie de développement. Les démarches de son groupe ont mené, en 2003, à la création d'une ONG internationale appelée Right to Play, qui veut permettre à tous les enfants du monde de bénéficier des mêmes droits de la personne.

Dans des pays comme l'Angola, qui a connu une violente guerre civile, Right to Play se sert des jeux et des sports pour renseigner les enfants sur le VIH et le sida ainsi que sur une bonne hygiène de vie. Cette ONG forme des bénévoles locaux et internationaux pour démarrer et maintenir ses programmes. Ceux-ci améliorent la fréquentation scolaire et les habiletés de leadership des enfants, tout en augmentant leur force, leur souplesse et leur endurance et en leur apprenant à accepter et à respecter davantage les autres.

Le droit de jouer en sécurité est-il un droit de la personne fondamental que devraient avoir tous les enfants ? tous les adultes ?

Le Conseil de l'Arctique

Le Conseil de l'Arctique est un autre exemple d'organisation qui a recours à une démarche internationaliste pour résoudre des problèmes. Établi en 1996, il compte parmi ses membres des pays avec des territoires situés dans l'Arctique, soit le Canada, le Danemark (incluant le Groenland et les îles Féroé), les États-Unis, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie et la Suède.

Ce conseil compte aussi des délégués permanents de six organismes représentant les populations autochtones qui habitent dans les régions arctiques des pays membres. Cette combinaison de représentants de gouvernements et de peuples autochtones constitue une forme d'internationalisme tout à fait originale.

Le Conseil de l'Arctique cherche à promouvoir le développement durable et à protéger l'environnement fragile de la région circumpolaire (autour du pôle). Il s'intéresse tout particulièrement à la supervision et au soutien de recherches sur les effets des changements climatiques dans l'Arctique.

Lien Internet

Pour en savoir davantage sur le travail du Conseil de l'Arctique en matière de développement durable et de protection de l'environnement, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

Réfléchis et réagis

Énumère cinq problèmes dont la résolution exige une coopération internationale et classe-les par ordre décroissant d'importance. Explique chacun de tes choix et donne des raisons pour justifier l'ordre de ton classement.

UN PERSONNAGE MARQUANT

Clara Hughes
Soutenir le droit de jouer des enfants

UN PERSONNAGE MARQUANT
UN PERSONNAGE MARQUANT
MARQUANT



Lorsque Clara Hughes a gagné les médailles d'or et d'argent aux Jeux olympiques d'hiver de 2006, elle a surpris les Canadiens en faisant un don de 10 000 $ de son propre argent à l'organisation Right to Play. Elle a aussi invité d'autres athlètes, organismes et personnes à imiter son geste et ils ont répondu à son appel. À la fin de 2006, les Canadiens avaient versé près de 500 000 $ à cette ONG.

Hughes croit que le sport peut changer la vie des enfants. Il a transformé la sienne. Née à Winnipeg en 1972, elle a pratiqué différents sports dans son enfance, y compris la ringuette, le hockey, le volleyball, le soccer et la balle molle. Toutefois, au début de l'adolescence, elle a commencé à fréquenter des jeunes qui faisaient des choix menant à des comportements autodestructeurs.

Fort heureusement, l'intérêt de la jeune fille pour les sports l'a empêchée de continuer dans cette voie. « Les sports de compétition m'ont enseigné la discipline qui me manquait quand j'étais adolescente et m'ont permis de consacrer mes efforts à quelque chose de valable. Ils m'ont évité de graves ennuis ! », a-t-elle affirmé au magazine *Pedal.*

Le rêve olympique de Clara Hughes a débuté en 1988 alors qu'elle avait 16 ans. En regardant les Jeux d'hiver à la télévision, elle s'est passionnée pour le patinage de vitesse et s'est mise à pratiquer ce sport. Elle était aussi une excellente cycliste et, quand il est devenu évident qu'elle pourrait faire des compétitions internationales de vélo, elle a décidé de tout miser sur le cyclisme.

Ce choix a porté des fruits puisqu'elle a gagné deux médailles de bronze aux Jeux olympiques de 1996. Toutefois, le patinage de vitesse restait le premier amour de la jeune athlète et, en 2000, elle est revenue à ce sport. Après seulement sept semaines d'entraînement, elle a obtenu une place dans l'équipe nationale canadienne et a ensuite gagné une médaille de bronze aux Jeux olympiques d'hiver de 2002.

En 2003, Clara Hughes est devenue ambassadrice des athlètes pour Right to Play. Puis en 2006, aux Jeux olympiques d'hiver de Turin, en Italie, elle a gagné les médailles d'or et d'argent et en a profité pour formuler son appel en faveur du droit de jouer. À titre d'ambassadrice de cette ONG, elle s'est rendue dans un grand nombre de régions pauvres et ravagées par la guerre. Elle a aidé à mettre en œuvre des programmes de jeux et de sports pour les enfants et est devenue une militante célèbre pour leurs droits.



Figure 9-18 En 2006, Clara Hughes (en haut) est devenue la première athlète canadienne à gagner des médailles aux Jeux olympiques d'été et d'hiver. Figure 9-19 Cette année-là, on l'a invitée avec la skieuse de fond Beckie Scott à lancer la première balle à un match des Blue Jays de Toronto. Portant le chandail de leur organisme « Right to Play » (Droit de jouer), les deux athlètes ont sauté sur l'occasion de faire un peu de publicité pour cette ONG.

Explore

1. De quelles manières peut-on considérer des athlètes tels que Clara Hughes comme des internationalistes ?
2. Comment des organisations comme Right to Play peuvent-elles aider des personnes et des pays ?

Comment l'internationalisme profite-t-il aux nations et aux États ?

Les deux guerres mondiales du XXe siècle ont grandement favorisé l'implantation de l'internationalisme. De nombreux pays ont compris que le seul espoir de prévenir une autre guerre catastrophique de l'ampleur des précédentes était de se réunir pour former une communauté mondiale. Pour ces pays, une administration des affaires internationales dans un esprit d'ouverture et de coopération de même qu'une responsabilisation collective pouvaient améliorer la sécurité et la prospérité de tous.



Douloureusement marqués et instruits par l'expérience, nous comptons cette fois prendre des mesures plus efficaces pour empêcher que se reproduise du temps de nos enfants ou de nos petits-enfants l'horrible abolition des valeurs humaines qui a caractérisé les deux dernières guerres mondiales. Nous avons l'intention de mettre sur pied une organisation mondiale [les Nations Unies] qui disposera de tous les attributs du pouvoir nécessaires pour prévenir de futures guerres ou leur préparation par des nations agitées ou ambitieuses.

— Winston Churchill, premier ministre anglais, devant la Chambre des communes de la Grande-Bretagne, 1945

La paix et la sécurité

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale cherchait des moyens de maintenir la paix et la sécurité et de s'assurer qu'une guerre catastrophique ne se reproduise plus jamais. Étant donné que la Société des Nations, formée après la Première Guerre mondiale, n'avait pas atteint ses principaux objectifs, des pays ont décidé de fonder une nouvelle organisation internationale, les Nations Unies.

Avec des représentants de 192 pays, l'ONU offre à ses membres un forum où ils peuvent discuter de leurs querelles et exposer leurs griefs et leurs préoccupations. Si cette organisation n'a pas pu prévenir tous les conflits armés, il n'y a tout de même pas eu d'autre guerre mondiale.

Lis la déclaration de Winston Churchill dans l'encadré *Témoignages.* L'ONU a-t-elle fonctionné aussi bien que Churchill en avait exprimé le souhait ?

La stabilité économique

Les représentants des différents pays qui se sont réunis pour fonder l'ONU ont aussi établi deux organisations financières internationales : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui fait maintenant partie de la Banque mondiale, et le Fonds monétaire international (FMI). Ces deux organisations sont rattachées aux Nations Unies. Leur objectif était d'aider l'Europe et l'Asie à se relever des effets économiques dévastateurs de la guerre et de favoriser une stabilité financière partout dans le monde.

Deux ans après la fin de la guerre, des pays ont également adopté l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) pour promouvoir la stabilité économique par la rationalisation du commerce international. En 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est formée à partir du GATT. Les deux agences avaient des objectifs similaires, mais l'OMC devait être un organe indépendant capable d'aider à résoudre des conflits commerciaux.



Figure 9-20 Une femme marche seule dans une rue de Varsovie, en Pologne, en 1946. Comme cette ville, une grande partie de l'Europe était en ruine à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comment la reconstruction de l'Europe allait-elle aider le monde entier à bénéficier d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité économique plus grandes ?

Dès les années 1980, la Banque mondiale et le FMI ont concentré leur attention sur l'aide aux pays en voie de développement. Toutefois, selon des critiques comme John Phiri, fondateur et directeur de l'ONG Global Justice Zambia, tous ces organismes sont dominés par les États-Unis et d'autres puissances occidentales qui nuisent aux efforts des pays en voie de développement pour atteindre la prospérité.

« La pauvreté qui règne en Afrique n'est pas naturelle, elle est fabriquée par des gens très égoïstes qui travaillent à l'OMC, au FMI et à la Banque mondiale, a expliqué Phiri au *Zimbabwe Herald.* Les pays riches continuent d'imposer des politiques mondiales axées sur leurs propres intérêts. Ces institutions agissent conformément à un principe qui veut qu'un niveau de vie élevé des nations riches dépende du maintien d'un niveau de vie faible dans les pays pauvres en voie de développement. »

L'autodétermination des Autochtones

Au début du XXe siècle, de nombreuses régions du monde étaient des colonies de pays européens. Avec le temps, beaucoup de territoires colonisés ont obtenu leur indépendance. La création des Nations Unies et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, après la Seconde Guerre mondiale, ont accéléré ce processus.

Lorsque les puissances colonisatrices ont accordé l'indépendance à des pays, on n'a pas toujours tenu compte des peuples aborigènes. Dans la seconde moitié du XXe siècle, les peuples autochtones d'un grand nombre de pays ont commencé à réclamer la reconnaissance de leurs droits, y compris le droit à l'autodétermination. Pour parvenir à leurs objectifs, ils ont travaillé ensemble dans différentes organisations internationales comme le Groupe international de travail pour les peuples autochtones.

Ils ont aussi fait des pressions sur les Nations Unies, qui a mis sur pied, en l'an 2000, le Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones. Enfin, en septembre 2007, après plus de 20 ans de négociations, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des droits des peuples autochtones qui confirme le droit de ces peuples à l'autodétermination.

Quatre pays — le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande — ont voté contre l'adoption de cette déclaration. Selon le représentant du Canada, les clauses concernant les territoires et les ressources étaient trop générales et trop vagues et pourraient contredire des traités déjà négociés.

Lien Internet

Pour en savoir davantage sur les luttes des populations autochtones, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

Témoignages

De nos jours, les vrais frontières ne se trouvent pas entre les nations mais entre les dominants et les dominés, entre les oppresseurs et les opprimés, entre les privilégiés et les humiliés. De nos jours, aucun mur ne sépare les crises humanitaires ou des droits humains dans une partie du monde des crises de sécurité nationale dans une autre.

— Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies, 2002

L'approche humanitaire

Des initiatives internationales aident les pays à répondre plus rapidement à des crises humanitaires qui frappent d'autres pays. Le 26 décembre 2004, par exemple, un tremblement de terre dans le fond de l'océan Indien a provoqué un énorme tsunami qui a dévasté les régions côtières de l'Asie du Sud. Ce raz-de-marée a emporté des villes et des villages entiers et tué plus de 200 000 personnes dans 11 pays.

Le monde n'avait pas connu une catastrophe naturelle de cette ampleur depuis des décennies, mais des organisations d'aide humanitaire internationales comme la Croix-Rouge et Médecins Sans Frontières sont rapidement passées à l'action. Elles ont fourni des soins médicaux, de l'eau potable, de la nourriture et du matériel de première nécessité. Des gouvernements et des individus ont également réagi en donnant de l'argent et du matériel pour la reconstruction de ces régions.

Autrefois, la communauté internationale n'aurait entendu parler d'une catastrophe de cette envergure que bien plus tard. Le fait que les gens soient renseignés très rapidement améliore-t-il les conditions de vie dans le monde?



Figure 9-21 Ce village près de la côte de Sumatra a été dévasté par le tsunami qui a frappé le littoral de l'Asie du Sud, le 26 décembre 2004. Des agences internationales (des organisations qui n'ont pour base aucun État en particulier) sont arrivées rapidement sur les lieux. Quels avantages de telles organisations offrent-elles aux États et aux nations?

1. Réfléchis à la question du chapitre : « Dans quelle mesure la participation aux affaires internationales profite-t-elle aux nations et aux États ? » Dans un court texte ou sous forme d'énumération, explique comment chacun des éléments ci-dessous est lié à cette question.
   a) L'affirmation du poète Archibald MacLeish qui dit que les êtres humains sont « comme des passagers voyageant ensemble sur cette planète » (p. 209).
   b) La pyramide des besoins d'Abraham Maslow (p. 210).
   c) La déclaration des aînés de la Première nation de Carcross/Tagish d'après laquelle « nous faisons partie de la terre et de l'eau » (p. 213).
   d) La déclaration de Jean-Pierre Lindiro Kabirigi d'après laquelle ce qui fait le plus cruellement défaut en République démocratique du Congo c'est « le patriotisme des élites » (p. 215).
   e) Le passage de John Donne cité par Léa : « Par conséquent, ne demande jamais à savoir pour qui sonne le glas, car il sonne pour toi » (p. 221).
   f) L'affirmation de Socrate : « Je ne suis ni Athénien ni Grec mais citoyen du monde » (p. 223).
   g) Le constat de Kofi Annan : « De nos jours, aucun mur ne sépare les crises humanitaires ou des droits humains dans une partie du monde des crises de sécurité nationale dans une autre » (p. 227).
2. En 2000, Raoni Metyktire, chef de la nation des Kayapos qui habitent la forêt amazonienne du Brésil, a fait le tour du monde pour inciter les gens à participer à la lutte pour arrêter la destruction de la forêt dense équatoriale. Voici ce qu'il avait à dire.

> Je suis venu vous voir il y a 10 ans pour vous présenter mes préoccupations concernant la destruction de la forêt amazonienne. Je vous ai parlé des feux, du soleil brûlant et des grands vents qui souffleraient sans arrêt si l'homme continuait à détruire la forêt.
>
> Vous m'avez appuyé et vous m'avez fourni les moyens de marquer les frontières de nos terres ancestrales. Ce travail a été fait. Il s'agit d'une immense région remplie d'animaux sauvages, de fleurs et de fruits. C'est la plus belle des forêts.
>
> D'abord et avant tout, je voudrais au nom de la nation des Kayapos remercier tous ceux qui nous ont donné de l'argent ou fourni de l'aide. *Nambikwas… meikumbre*. Nous respirons tous le même air, nous buvons tous la même eau, nous vivons tous sur la même planète. Nous devons tous la protéger.
>
> Des gens ont recommencé à entrer sans autorisation sur notre territoire. Les coupeurs de bois et les exploitants de mines d'or ne respectent pas les frontières de la réserve. Nous n'avons pas les moyens de protéger cette immense forêt dont nous sommes les gardiens pour vous tous.

Avec un camarade, ou en petit groupe, réfléchissez à la signification de cette déclaration. Suivez les étapes de la prise de décisions et de la résolution de problèmes (*Exerce tes compétences,* p. 218 et 219) pour déterminer si la communauté internationale devrait soutenir les Kayapos dans leur lutte pour persuader le Brésil d'adopter de nouvelles mesures afin de préserver la forêt dense équatoriale.

1. Fixer un objectif.
2. Considérer les problèmes complexes liés à la question.
3. Faire un remue-méninges.
4. Évaluer les solutions proposées.
5. Prendre une décision.

Préparez-vous à faire part à la classe de votre décision et des critères que vous avez retenus pour y parvenir. Réfléchissez sur le processus que vous avez employé pour parvenir à cette décision.

3. Les organisations non gouvernementales comme Right to Play, la Croix-Rouge et Médecins Sans Frontières représentent une forme d'internationalisme qui dépasse les nations et les États. Énumère trois arguments à l'appui ou à l'encontre des affirmations suivantes :
   a) Les ONG internationales comme Right to Play peuvent faire plus pour les gens que les nations et les États.
   b) Les ONG internationales comme Right to Play n'ont pas d'effets durables sur les habitants des pays en voie de développement.
   c) Les gens font confiance aux ONG internationales comme Right to Play pour fournir une aide humanitaire plus efficacement que les gouvernements.
   d) L'aide humanitaire pourrait atteindre les gens plus rapidement et plus efficacement si les ONG internationales travaillaient davantage en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux.
4. Patrice Lumumba a aidé la République démocratique du Congo à obtenir son indépendance de la Belgique, en 1960, et a été le premier premier ministre du pays. Il a dit : « Sans dignité il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité, et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres. »

   Explique en un court texte comment le message de Lumumba renforce l'idée que les États-nations servent leurs citoyens le plus efficacement lorsqu'ils satisfont leurs besoins dans les domaines suivants :
   - la stabilité économique ;
   - la paix et la sécurité ;
   - l'autodétermination ;
   - les actions humanitaires.
5. Au cours de la semaine à venir, parcours les journaux et les magazines et consulte les services de nouvelles dans Internet à la recherche d'exemples de réactions unilatérales, bilatérales et multilatérales à des évènements ou à des problèmes qui touchent le monde. Tu pourrais aussi écouter les bulletins de nouvelles télévisés ou radiodiffusés.

   Choisis un exemple et prépare une présentation orale ou écrite pour expliquer le problème ou l'évènement que tu as choisi et les raisons pour lesquelles tu as classé la réaction qui a suivi dans les actions unilatérales, bilatérales ou multilatérales. Prédis s'il est probable que cette réaction ait un résultat positif, négatif ou les deux.

   Conserve ta présentation. Si tu le peux, continue de suivre le déroulement de cet évènement ou de ce problème pour voir si ta prédiction était juste. Fais part de ta prédiction et de ce qui s'est finalement produit à un camarade. Explique-lui les raisons pour lesquelles tu penses que ta prédiction était — ou n'était pas — exacte.

Réfléchis au défi proposé

Revois le défi de la question connexe. Tu dois jouer le rôle d'une déléguée ou d'un délégué à une conférence internationale sur la crise mondiale de l'eau.

En groupe, revoyez la liste des parties prenantes à cette conférence suggérée dans la rubrique *Ton défi* (p. 112 et 113). Vous pouvez, si vous le voulez, ajouter d'autres parties prenantes à cette liste. Déterminez le rôle que jouera chacune et chacun des membres du groupe. Tu sauras ainsi sur quelle perspective ou quel point de vue il te faudra recueillir des renseignements en vue des présentations que vous devrez faire, les membres de ton groupe et toi.